

Religion Il œuvre pour la réconciliation

Après Cuba, le pape à Washington

Le pape François s'est rendu hier à Holguin, un des foyers les plus anciens du christianisme, région natale des frères Castro, opérant une plongée dans le Cuba rural à la veille de son départ pour les Etats-Unis.

Hier, plusieurs heures avant la messe matinale, la place était déjà remplie de fidèles. « On est venu le voir parce qu'on l'aime pour ce qu'il fait pour la paix et pour les deux peuples », assurait de son côté Carlos Bercenaro, arrivé de la province voisine de Gramma, au sujet du rapprochement cubano-américain en cours et de cette tournée papale à Cuba et aux Etats-



■ Environ 150 000 personnes ont écouté la messe hier à Holguin, à Cuba. Photo AFP

Crise migratoire Selon une nouvelle loi

En Hongrie, les armes contre les réfugiés

La Hongrie semble prête à tout pour refouler les migrants qui se pressent à sa frontière. L'armée et la police sont désormais autorisées à ouvrir le feu avec des armes non letaliennes contre les réfugiés « à certaines conditions » et dans la mesure où ceux-ci ne sont pas mordus. Les armes sont précises : fusils à balles en caoutchouc, engins pyrotechniques, grenades lacrymogènes et fusils à filet.

Le texte, adopté hier par le Parlement hongrois à une large majorité (151 voix pour, 12 contre 12 et 27 abstentions), complète l'immigration anti-migrants entrée en vigueur le 15 septembre. Outre les tirer, cette nouvelle loi interdit la possibilité de déployer massivement des militaires aux frontières, autorise l'armée à procéder à des contrôles d'identité et à la garde à vue de migrants. Elle permet en outre à la police de perquisitionner tout domicile privé où des migrants sont soupçonnés de se trouver.

Burkina Faso Le président de la transition, a été relâché

Kafando à l'ambassade de France

Le président des institutions de transition du Burkina, Michel Kafando, « est à la résidence de France », a annoncé la nuit dernière sur Twitter l'ambassadeur de France au Burkina, Gilles Thibault.

M. Kafando avait été arrêté mercredi en plein conseil des ministres par les militaires putschistes de la garde présidentielle. Ils avaient annoncé ensuite sa libération à la faveur d'une médiation ouest-africaine mais il était depuis en résidence surveillée.

« Je confirme, avec l'autorisation du président Kafando, qu'il est bien à la résidence de France », a twitté l'ambassadeur. Plus tôt dans la journée sur les ondes de la radio RFI, M. Kafando s'était dit « très réservé » sur le projet d'accord de sortie de

l'Union. Dimanche, l'air fatigué, souffrant visiblement de la chaleur moite, François avait multiplié à La Havane les rencontres avec les fidèles, les représentants des jetons, le président Raúl Castro... et son frère aîné Fidel.

Pas de rencontre avec les dissidents cubains

Depuis son arrivée à Cuba, le pape François s'est bien gardé de froisser les autorités locales, sa visite étant axée sur le dialogue avec toute tolérance le dégel entre La Havane et Washington.

Certains membres de l'opposition déclarent que le pape, comme Benoît XVI avant lui, n'a pas accepté de rencontrer une délégation de dissidents.

Le porte-parole du Saint-Siège, le père Federico Lombardi, a confié dimanche soir que le Vatican avait établi des contacts avec certains dissidents, mais que ces derniers étaient soumis à un test de l'intérêt que le pape leur portait, mais qu'aucune rencontre n'avait pu avoir lieu.

François quittera ce matin Santiago de Cuba après une messe finale, à destination de Washington, aux Etats-Unis. D'importants rendez-vous l'y attendent au Congrès, à la Maison Blanche, et devant les Nations unies, puis il achèvera cette tournée par une rencontre mondiale des familles à Philadelphie. Outre ces visites très officielles, il prévoit d'aborder d'autres thèmes, en rencontrant notamment des sans-abri à Washington, des familles immigrées d'Harclem, à New York, ou encore des détenus à Philadelphie.

Le constructeur allemand a triché aux Etats-Unis sur les contrôles antipollution, une duplicité qui va lui coûter très cher financièrement et en termes d'image.

« Désastre », « choc », « débâcle » : les titres de la presse allemande étaient hier à la mesure de la commotion suscitée par la révélation d'un scandale chez Volkswagen, récemment devenu numéro un mondial des ventes, devant Toyota et General Motors. L'affaire « va avoir pour le groupe des conséquences financières considérables qui ne sont pas encore calculables », estime le spécialiste automobile Ferdinand Dudenhöffer.

Selon les autorités américaines, 482 000 véhicules des marques Volkswagen et Audi, fabriqués entre 2009 et 2015 et vendus aux Etats-Unis, ont été équipés d'un logiciel sophistiqué capable de détecter automatiquement si les véhicules étaient soumis à un test de mesure de la pollution. Le programme informatique enclenche alors un mécanisme de limitation des émissions de gaz polluants. Hors contrôles, les voitures contrevenaient aux normes environnementales.

Jusqu'à 18 milliards de dommages

Le mastodonte automobile s'expose non seulement à des amendes pouvant se monter au total à 18 milliards de dollars (16 milliards d'euros), mais aussi au coût – des millions, voire des milliards de dollars – des rappels de tous les véhicules concernés, et à de possibles poursuites judiciaires de la part de leurs propriétaires.



■ Martin Winterkorn est patron de Volkswagen depuis 2007. Après un long bras de fer, il a réussi, au printemps dernier, à pousser vers la sortie Ferdinand Piëch, le président du conseil de surveillance.

Photo AFP

Et le scandale menace de faire des petits. Si on demande à présent si la manipulation a pas eu lieu non seulement aux Etats-Unis mais aussi dans d'autres marchés comme l'Europe », souligne Stefan Bratzel, directeur du centre allemand de recherche sur l'automobile CAM.

Berlin veut procéder à des vérifications auprès de tous les constructeurs, tandis que la Corée du Sud va contrôler les niveaux d'émission de polluants de trois modèles de Volkswagen.

Le ministère allemand de l'Environnement et le président de l'Etat régional de Basse-Saxe, actionnaire de Volkswagen, ont exhorté le constructeur à faire toute la lumière sur les responsabilités au sein du groupe tandis que le chef du comité d'entreprise de VW, Bernd Osterholz, a appelé à « tirer toutes les conséquences ». Volkswagen a décidé d'arrêter jusqu'à nouvel ordre la vente de ses modèles diesel quatre cylindres de ses marques VW et Audi aux Etats-Unis, où le groupe est déjà en perte de vitesse.

Martin Winterkorn, le patron de Volkswagen depuis

2007, a fait son mea culpa et promis de coopérer avec les autorités américaines.

Le patron sur la sellette

Sur cette affaire, il risque même d'être prolongé à la tête du groupe pour deux ans, jusqu'à fin 2018, au cours d'une réunion du conseil de surveillance vendredi 25 septembre. Ce doit être la consécration pour cet homme de 68 ans après le duel en coulisses qui l'avait opposé au temps à son ancien mentor et homme fort de Volkswagen, Ferdinand Piëch.

Outre la marque Volkswagen, le groupe de Wolfsburg possède Volkswagen Nutzwagen (utilitaires), Audi, Porsche, l'espagnol Seat, l'italien Lamborghini, le britannique Bentley, le français Bugatti, les camions MAN et Scania et les motos Ducati.

Repères

► Numéro 1 mondial

Volkswagen est depuis début 2015 le champion mondial de l'automobile en nombre de voitures vendues, devant le japonais Toyota.

► La « voiture du peuple »

Fondé en 1936 par Ferdinand Porsche, le constructeur automobile veut alors produire la « voiture du peuple » («Volkswagen») voulue par Adolf Hitler dans l'Allemagne nazie. C'est ainsi que Ferdinand Porsche invente la Coccinelle, modèle familial indémodable. Après la Seconde guerre mondiale, le groupe produit le mythique « Combi » et grossira au fil des décennies à grands coups d'acquisition.

► Douze marques

Outre la marque Volkswagen, le groupe de Wolfsburg possède Volkswagen Nutzwagen (utilitaires), Audi, Porsche, l'espagnol Seat, l'italien Lamborghini, le britannique Bentley, le français Bugatti, les camions MAN et Scania et les motos Ducati.

Grèce Après la victoire de Syriza aux législatives dimanche

Les bravos européens avant le bras de fer

Aujourd'hui commence le plus dur de l'application des mesures d'austérité acceptées à contre-coup par le Premier ministre Alexis Tsipras, dans une Europe où la gauche reprend des couleurs.

A croire qu'ils se sont donné le mot : les dirigeants européens ont tous salué hier la victoire d'Alexis Tsipras – le même que beaucoup détestaient il y a peu en gauchiste inexpérimenté... Mais ce revirement, dicté par le ton franc et sans marge de manœuvre, signifie que l'avenir soit sans nage.

Présumation obligée

Cette victoire devrait « une raison d'espérer », a ainsi déclaré le commissaire européen à l'euro, le Letton Valdis Dombrovskis, qui a battaillé des mois durant contre toute concession à la Grèce. Même satisfait en Allemagne, où l'on affirme la volonté de « travailler étroitement et en partenariat avec le gouvernement grec ».

Le pragmatisme commande : les chefs d'Etat et de gouvernement européens entrent dans la légitimité

renouvelée dans les urnes de leur pair. Ils notent aussi que le gouvernement Tsipras II est allé des éléments les plus hostiles à l'euro, avec l'échec de l'Alliance populaire ralliée par l'ancien ministre Yanis Varoufakis.

En attendant la dette

Mais le plus dur commence : appliquer l'accord du 13 juillet et le Mémoandum de 32 pages de douloureuses mesures pour les retraités ou les agriculteurs grecs. « J'assume la responsabilité d'un travail difficile », a déclaré Alexis Tsipras, l'once de sa signature à peine serrée... Il a dit durant la campagne son espoir d'en faire bouger les lignes. Mais le porte-parole de la chancelerie allemande a hier été clair : l'accord « reste totalement valable ».

L'ambiguïté ne pourra durer. D'autant que le début d'application du Mémoandum conditionne l'ouverture de la discussion sur l'effacement de fait d'une partie de la dette grecque (170 % du PIB), objectif premier d'Alexis Tsipras depuis janvier.

La gauche ragaglia ?

« L'Europe doit entendre le message des Grecs », s'est réjoui dimanche soir François Hollande. Le président français veut engager le Premier ministre grec dans sa bataille pour la représentation « de l'Europe plus à grande échelle ». Mais il peut également décliner du camp de gauche dans une Union nettement dominée par les conservateurs et libéraux de droite, interviendrait à un moment sensible : le lancement du débat sur la réforme de la zone euro, sur fond de reprise économique en cours.

Mais on en saura sans doute plus le 7 octobre sur la redistribution des cartes entraînée par le scrutin grec : Angela Merkel et François Hollande feront une intervention commune devant le parlement européen, maniée de fixer le cap.

Francis BROCHET



■ Alexis Tsipras salut ses partisans dimanche soir, à Athènes. Photo AFP

Questions à Yves Bertoncini

Directeur de l'Institut Jacques Delors

« Une bonne nouvelle pour l'Europe »

La victoire de Syriza est-elle une bonne nouvelle pour l'Europe ?

Oui, car elle permet de clore le psychodrame politique commencé avec son élection. Tsipras a maintenant un mandat pour rompre avec la Grèce des 40 dernières années : la corruption, la fraude fiscale, le népotisme, l'état trop faible... Et c'est une bonne nouvelle pour l'Europe, car si le Mémoandum contient des mesures d'austérité, il soutient aussi des mesures de modernité.

Tsipras annonce « un gouvernement de combat »...

Il peut être tenté par un nouveau défi à ses créanciers, mais il a déjà perdu une bataille importante. Le problème de la Grèce, c'est de faire des réformes suffisamment crédibles afin de pouvoir retourner se financer sur les marchés.

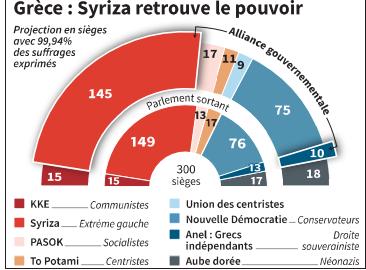
L'Europe s'est divisée face aux réfugiés... Au risque d'un éclatement ?

On parlait il y a 30 ans d'euroscierose, d'une Europe qui ne bougeait plus. Aujourd'hui, nous sommes dans l'euroscierose : c'est une crise de croissance qui touche la colonne vertébrale, les fondamentaux : l'euro, la libre

circulation... Cela pâlit sans rompre sur l'euro. Cela va pâlir sur les réfugiés, ça va faire mal, mais je pense qu'on devra éventuellement la rompre. Mais ça va laisser des traces, entre dirigeants et dans les opinions publiques, après ce spectacle affligeant de chefs d'Etat et de gouvernement jouant les pompiers de crise en crise de sommet en sommet... La crise des réfugiés donne l'impression de n'être pas sous contrôle, pendant que des gens meurent : il y a un déficit d'unité, mais surtout un déficit d'efficacité. L'Europe manque d'architectes.

Propects recueillis par Francis BROCHET

Grèce : Syriza retrouve le pouvoir



LEADER - VS